

« Donner au président de la République une majorité large, solide et cohérente »



Meeting de Paris, 13 juin 2012

Intervention de Jean-Marc Ayrault, 10 juin 2012

« Mes chers compatriotes, pour la troisième fois en un peu plus d'un mois vous avez été invités à vous rendre aux urnes. La participation est équivalente à celle du scrutin législatif de 2007. Je remercie celles et ceux qui se sont déplacés aujourd'hui pour accomplir leur devoir civique. Mais il ne s'agit que du premier tour. Tout se jouera dimanche prochain. L'enjeu est très simple. Soit le président de la République dispose d'une majorité large et cohérente et le changement que vous avez choisi le 6 mai pourra être mis en œuvre. Soit ce n'est pas le cas et alors le redressement dans la justice ne pourra être engagé. La voix de la France sera affaiblie en Europe comme dans le monde. Depuis le 6 mai, le gouvernement a commencé à réaliser les engagements pris par le président de la République : retraite à 60 ans pour les personnes ayant commencé à travailler jeunes, création de 1 000 postes d'enseignants pour faire face aux besoins les plus criants, augmentation de 25 % de l'allocation de rentrée scolaire. Le président de la République a promis une République exemplaire. Le gouvernement comprend autant de femmes que d'hommes. C'est un gouvernement où le cumul des mandats est proscrit, les ministres ont signé

une charte de déontologie qui interdit toute forme de conflit d'intérêt. Les salaires du président et du gouvernement ont été diminués. Les revenus des dirigeants d'entreprises publiques seront également plafonnés. Ces premières mesures sont marquées du sceau de la justice et du respect. Mais pour aller plus loin, il faut dimanche prochain une majorité à l'Assemblée nationale, car les autres engagements du président de la République nécessitent des réformes et sans majorité aucune loi ne pourra être votée. Nous voulons redresser la France dans la justice, maîtriser nos comptes publics, réorienter l'Europe pour plus de croissance et d'emploi, donner la priorité à la jeunesse et à l'éducation, faire la réforme fiscale au service de l'efficacité économique et de la justice, engager la transition énergétique. Pour mener à bien tous ces chantiers, nous remettrons à l'honneur le dialogue social, nous avons déjà commencé à le faire. Nous ferons vivre la démocratie parlementaire et la démocratie territoriale mais pour mener à bien tous ces chantiers nous avons besoin d'une majorité dimanche prochain. Le changement vient de commencer, il doit s'engager dans la durée. J'appelle les Françaises et les Français à se mobiliser dimanche 17 juin pour donner au président de la République une majorité large, solide et cohérente. »

L'AGENDA

17 juin
▶ 2^e tour
des élections législatives

Retrouvez l'agenda sur parti-socialiste.fr



L'info en continu

Guillaume Bachelay et David Assouline, porte-parole de la campagne législative, 8/06/12

Justice

« L'équipe du candidat UMP dans le Doubs, M. Charles Demouge, a assuré sur sa page Facebook contrôlée par le candidat lui-même, qu'il aiderait à "trouver une solution avec le FN" contre Pierre Moscovici. Un de plus, un de trop ! Les annonces d'alliances locales UMP-FN se suivent et se ressemblent. Nous appelons les humanistes et les républicains à rejeter fermement la dérive de l'UMP. Le Parti socialiste demande l'exclusion de l'UMP de chaque candidat qui appelle à une alliance avec le Front national. »

Marisol Touraine, ministre des Affaires sociales et de la Santé, 11/06/12

Cohérence

« Les Français ont décidé, ont choisi, et ils ont fait le choix, qui me paraît, judicieux, de la cohérence par rapport à leur vote du 6 mai dernier. Demander à ce que les Français n'amènent pas une majorité de gauche à l'Assemblée nationale, c'est leur demander de se dédire et de rendre impossible l'application du projet de François Hollande. Cela n'a pas de sens et cela serait créateur d'instabilité et de désordre, ce n'est pas ce dont notre pays a besoin. »

CHIFFRE DE LA SEMAINE

34,43 %

SOIRÉE ÉLECTORALE DU 10 JUIN

« Transformer l'essai le 17 juin »



« La gauche est aujourd'hui largement en tête devant l'UMP. Les électeurs ont aussi voulu sanctionner l'UMP, le parti de l'ancien président de la République qui a laissé la France dans un état très mauvais sur le plan financier, économique, social, mais aussi moral. L'UMP fait un score de dix points inférieur aux élections de 2007. Les résultats de ce soir sont évidemment encourageants et ils ouvrent la voie à une majorité à l'Assemblée nationale pour le président de la République dimanche prochain. Mais rien n'est fait. Il nous faut transformer l'essai le 17 juin.

J'en appelle donc au rassemblement et à la mobilisation. Il nous faut une majorité la plus large possible. Beaucoup de Français durant cette campagne m'ont dit : "C'est bien. Le président et le Premier ministre ont commencé à appliquer leurs engagements." Mais il faut pouvoir aller plus loin, et pour cela il faut voter des lois et il faut une majorité à l'Assemblée nationale pour pouvoir réaliser pleinement le changement pendant les cinq années qui viennent. Le changement par la justice a commencé par l'augmentation de l'allocation de rentrée scolaire, la limitation de 1 à 20 des salaires dans les entreprises publiques, le droit de partir à la retraite à 60 ans. Mais cela doit

pouvoir continuer par des lois qui abrogeront l'augmentation de la TVA Sarkozy prévue, autrement, au mois d'octobre, qui permettront d'augmenter à nouveau l'impôt sur la fortune qui a été baissé en pleine crise, qui limiteront aussi les niches fiscales pour les hauts revenus, les gros patrimoines et aussi les grandes entreprises, et puis bien sûr une hausse du smic. Voilà ce qui attend les Français avec une majorité à l'Assemblée nationale.

Avec aussi un changement : une mobilisation sans précédent pour la croissance et l'emploi au niveau européen, où il faut soutenir le président de la République qui se bat contre la politique d'austérité pour remettre l'Europe sur le chemin de la croissance et de l'emploi. Comme il le fait en France en mettant en place des outils, comme la banque publique d'investissements, qui aideront les petites et moyennes entreprises partout dans nos régions. Pour lutter contre les licenciements boursiers, il faut aussi une loi. Enfin, le changement c'est la République exemplaire : au-delà de ce qui a déjà été réalisé avec la baisse des salaires des ministres, avec ce code de déontologie extrêmement important, il faut aller plus loin vers l'indépendance de la justice, vers une grande loi de décentralisation, vers plus de démocratie : il faut une grande majorité à l'Assemblée nationale. Alors je le dis : il faut nous rassembler le plus largement possible pour redresser notre pays dans la justice. Rassemblement d'abord de la gauche et des écologistes que j'aime d'ailleurs dans sa diversité et aussi forte dans son unité. Un seul candidat de gauche, celui arrivé en tête, doit demeurer au second tour. Je demande à nos candidats qui sont devancés par un de nos partenaires d'appeler à voter pour eux, comme

C'est le pourcentage de voix obtenu par le Parti socialiste et ses alliés, EELV, PRG, MRC et Front de gauche lors du premier tour des élections législatives dimanche 10 juin. Parmi eux, six membres du gouvernement et 15 socialistes ont été réélus dès le premier tour. La gauche peut ainsi espérer une majorité absolue à l'issue du deuxième tour.

je demande à nos partenaires de faire la même chose : se désister en notre faveur lorsque cela est le cas. Pas un siège ne doit tomber à droite du fait des divisions de la gauche. Par ailleurs, j'appelle au désistement républicain de manière claire, contrairement à l'UMP, partout où cela est nécessaire pour faire barrage au Front national. Rassemblement aussi de tous ceux qui n'ont pas voté François Hollande le 6 mai, et j'en ai vus beaucoup aussi pendant cette campagne, mais qui disent : "Il faut lui laisser sa chance notre pays a tant d'atouts, il faut le redresser il faut le rassembler, il a été tellement piétiné et divisé." Alors oui il faut pour cela une grande majorité. Il faut dire aussi à ceux qui se sont abstenus : si vous voulez tout pour l'emploi à la rentrée avec les contrats de génération, les contrats d'avenir, ces nouveaux emplois jeunes, 100 000 sont réservés pour les quartiers les plus en difficulté, il faut une majorité, déplacez-vous. Si vous voulez de la justice partout, plus d'enseignants, plus de policiers, alors que la droite déjà prévoit des réductions énormes à la rentrée, il faut vous déplacer il faut une grande majorité. Leur dire tout simplement que l'Europe va prendre un autre chemin. La voix de la France, qui commence à être entendue aussi bien sur l'Afghanistan que sur la Syrie, est une voix forte qui est attendue dans le monde, pour cela il faut à François Hollande un fort soutien de notre pays. La victoire de dimanche prochain, que j'espère forte, ne sera pas la victoire d'un camp contre un autre. Ce sera la victoire de la France qui veut se rassembler à nouveau et qui veut se redresser dans la justice. Je compte sur vous le 17 juin pour l'avenir de notre pays, pour notre avenir mais aussi pour l'avenir de nos enfants. »

Le soutien au changement est en marche

Exultation et soulagement. Tels sont les sentiments qui ont dominé lors de la soirée électorale du dimanche 10 juin organisée rue de Solferino. À l'annonce des résultats à 20 h, la cour s'est laissée aller aux applaudissements et aux cris de joie. Avec 34,43 % des voix pour le Parti socialiste et apparentés, le scrutin a démenti les prévisions des sondages et conforté les membres de l'équipe gouvernementale. Aucun des 24 ministres candidats n'a été éliminé à l'issue de ce premier tour. Mieux encore, six ministres ont été élus ou réélus dont le Premier d'entre eux, Jean-Marc Ayrault, dans la 3^e circonscription de Loire-Atlantique avec 56 % des suffrages. Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères a recueilli 52,81% élu en Seine-Maritime, Frédéric Cuvillier, celui des Transports et de l'Économie maritime 50,66 % dans la 5^e circonscription du Pas-de-Calais, Bernard Cazeneuve, aux Affaires européennes, a quant à lui été réélu dans la Manche, Delphine Batho, ministre déléguée à la justice dans les Deux-Sèvres. De son côté, Victorin Lurel, ministre des Outre-mers a été

largement plébiscité avec 63,96 % en Guadeloupe. Quant aux autres membres du gouvernement en compétition, ils se sont tous qualifiés pour le second tour et bénéficient d'un ballottage favorable.

Quoiqu'enthousiastes, les réactions à gauche sont restées pondérées. « Les Français ont dit leur soutien au changement et leur volonté d'amplification de la victoire de François Hollande », a jugé Martine Aubry. « Ils ont apprécié les premières mesures du gouvernement et ils veulent que ça continue, que ça s'amplifie », a confirmé David Assouline, porte-parole de la campagne des législatives. « On sent aussi qu'il y a un désaveu de la droite qui n'a tiré aucune leçon du scrutin de la Présidentielle. Ils se sont surtout occupés de leurs propres problèmes internes et de leadership. »

Ces résultats témoignent d'une « amplification de la dynamique à gauche après l'élection présidentielle », s'est réjoui Harlem Désir avant de souligner que « tout reste à faire ». Dimanche prochain, « soit on va de l'avant, soit on retourne en arrière », a-t-il conclu.

LÉGISLATIVES



Martine Aubry a poursuivi son tour de France de soutien des candidats socialistes aux législatives. Mardi, la première secrétaire du PS a apporté son soutien à Ségolène Royal candidate dans la 1^{ère} circonscription de Charente-Maritime. Elle était à Montmorency aux côtés de Charlotte Brun, candidate dans la 7^e du Val d'Oise. Jeudi, après un passage à Chartres, pour saluer David Lebon candidat dans la 1^{ère} circonscription d'Eure-et-Loir, elle a terminé cette journée de campagne par une réunion publique au Plessis-Robinson en présence de Jean-Marc Germain, qui se présente dans la 12^e circonscription des Hauts-de-Seine.

REPORTAGE

« Mobiliser jusqu'à la dernière minute »

« Il ne manquera pas une voix, pas un socialiste, pas un partenaire de la gauche pour soutenir un de nos candidats dimanche prochain. » Par la voix de Martine Aubry, la gauche a réaffirmé ses valeurs lors du meeting d'entre-deux-tours qui se tenait au Zénith de Paris, mercredi 13 juin et s'est montrée rassemblée et combative. « Au-delà de nos choix différents, nous donnons un signe fort au pays, de rassemblement et de confiance », a assuré Jean-Marc Ayrault. « Nous avons une tâche : mobiliser jusqu'à la dernière heure pour donner une majorité à l'Assemblée nationale. » Martine Aubry s'est félicitée de ce troisième meeting en commun avec le Premier ministre tout en rendant



hommage au maire de Paris, qui a lui aussi donné de la voix. « Nous devons battre cette droite parisienne ringarde et si peu audacieuse ! », a-t-il scandé. Tous ont appelé à se mobiliser, « à aller chercher les abstentionnistes partout où ils se trouvent jusqu'à dimanche », a encouragé Bertrand Delanoë. Et à se battre contre l'extrême droite : « Nous sommes à Paris les enfants du 25 août 1945, de ce peuple de Paris qui a su mettre fin à l'occupation nazie [...]. Face au cynisme de Messieurs Copé et Fillon nous n'hésitons pas entre la République et l'extrême droite, nous choisirons toujours la République ! », a exhorté le maire de Paris.



L'info en continu

Najat Vallaud-Belkacem, ministre des Droits des femmes, porte-parole du gouvernement, 11/06/12

Encourageant

« C'est un résultat encourageant, c'est le moins que l'on puisse dire, qui vient conforter le résultat du 6 mai dernier, et qui est une bonne nouvelle. Pour pouvoir mener à bien le changement auquel s'est engagé François Hollande, il lui faut une majorité solide, cohérente, large à l'Assemblée nationale. Les jeux ne sont pas encore faits, ce n'est que le premier tour, mais l'essai du 6 mai semble en voie d'être transformé. Les Français sont dans une période de perplexité liée à la crise et veulent surtout des faits et des actes. Ils ont été cohérents, ils ont été logiques par rapport à eux-mêmes, ils ont mis en conformité leur vote des législatives avec le vote de la Présidentielle. »

Benoît Hamon, ministre délégué chargé de l'Économie sociale et solidaire, 11/06/12

Objectif

« Nous avons aujourd'hui un score qui nous met en situation d'avoir la majorité absolue, c'est le plus important. Il est clair que beaucoup de Français, après le quinquennat de Nicolas Sarkozy qui avait fait du volontarisme politique la loi d'airain de son action, sont très déçus des conséquences de ce volontarisme politique qui a davantage facilité la vie de ceux qui allaient déjà bien que la vie de ceux qui n'allaient pas bien. C'est pour cela que nous avons un bon premier résultat qu'il faut confirmer. L'objectif c'est de donner, dimanche 17 juin, les moyens à François Hollande de faire la politique pour laquelle il a été élu. »

IL FAUT AMPLIFIER LE CHANGEMENT

Le changement a commencé, il faut l'amplifier en élisant une majorité forte et cohérente à l'Assemblée nationale. Pendant cinq ans, vos députés socialistes, avec les forces de gauche, pourront réaliser le changement que vous attendez :

- > Emplois d'avenir pour l'insertion des jeunes ; contrat de génération pour l'emploi des jeunes et des seniors.
- > Lutte contre les licenciements boursiers et conditionnalité des aides publiques aux entreprises.
- > Banque publique d'investissement avec les Régions pour produire en France et soutenir nos PME.
- > Création de postes dans l'éducation (maternelle et primaire, accompagnement des élèves).
- > Pouvoir d'achat : coup de pouce au Smic, encadrement des loyers, des prix de l'électricité, du gaz et de l'essence.
- > Réforme bancaire pour que l'argent des épargnants ne soit pas utilisé par les spéculateurs.
- > Justice fiscale avec la fin des privilèges pour les plus hauts revenus et les très grosses entreprises.
- > Pour le logement, plan national de construction et de rénovation thermique.
- > Nouvelle sécurité de proximité avec la police et la gendarmerie.
- > Maisons de santé dans les territoires pour combattre les déserts médicaux.

POUR VOTER LES LOIS DU CHANGEMENT, IL FAUT UNE MAJORITÉ FORTE POUR LE PRÉSIDENT ET LE GOUVERNEMENT.

Rien ne serait pire que le retour en arrière avec l'UMP. Pour l'élection des députés en juin, la droite cherche à resserrer le projet présidentiel de Sarkozy désavoué en mai. La France mérite mieux que le programme de la droite :

- > la hausse de la TVA à 21,2 % payée par tous – salariés, retraités, demandeurs d'emploi,
- > la remise en cause du CDI comme socle du code du travail,
- > la stigmatisation des partenaires sociaux et notamment des syndicats,
- > la privatisation de la Sécurité sociale au profit des assurances privées,
- > l'alignement sur les mesures d'austérité de la droite en Europe qui plongent les peuples dans la précarité,
- > la poursuite de la participation militaire de la France en Afghanistan dans le cadre de l'OTAN.

POUR ÉVITER CES RECLS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX, DIPLOMATIQUES, IL FAUT UNE MAJORITÉ DE DÉPUTÉS SOCIALISTES ET DE GAUCHE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE.



DONNONS UNE MAJORITÉ AU CHANGEMENT